

GÉOPOLITIQUE DU PACIFIQUE

L'EXTRÊME-OCCIDENT DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Les nouvelles frontières économiques
et politiques du Pacifique insulaire

par Joël BONNEMAISON*, Éric WADDELL**

« Nous sommes en train d'enfoncer la lance
du développement dans le cœur de la Papouasie
occidentale. »

Thomas Wainggai, militant papou.

Un important basculement est en train de s'opérer dans l'aire Pacifique, où l'on peut observer une fracture qui s'approfondit entre un Pacifique occidental de plus en plus tourné vers l'Asie et un Pacifique oriental qui continue à regarder vers l'Occident. Les forces politiques et économiques centrifuges qui s'exercent tirent dans des directions opposées, de telle sorte que la Mélanésie et peut être la Micronésie risquent de changer de monde géopolitique. Sommes-nous entrés dans cette transition géographique fondamentale qui verrait l'émergence d'un nouvel hémisphère est-asiatique, pôle dominant de l'aire Pacifique qui se dessine? Dans ce cas, le Pacifique insulaire entrerait dans l'œil du cyclone...

AUX CONFINS DE L'OCCIDENT : L'ÉMERGENCE DE L'AUSTRALASIE

Les nations occidentales ont longtemps considéré qu'à l'est du monde se trouvait un *Extrême-Orient* constitué par de grands royaumes asiatiques qui faisaient obstacle à leur volonté d'expansion. Cet Orient

* Université de Paris IV-Sorbonne.

** Université Laval, Québec.

extrême qui représentait la limite la plus éloignée de leur empire ne fut jamais vraiment conquis, ni à plus forte raison séduit. La Chine n'a pas succombé, les missions chrétiennes ont globalement échoué dans l'évangélisation de ces peuples «étranges». Les Japonais ont eux-mêmes attaqué l'Occident à Pearl Harbour et les Nord-Américains, comme leurs prédécesseurs, ont renoncé au Vietnam... Une histoire qui est loin d'être achevée.

Les nations européennes et nord-américaines ont également inventé, à l'autre extrémité de leur «empire», une Océanie, sorte d'*Extrême-Occident* chargé d'autant de sens et de représentations que pouvait l'être l'*Extrême-Orient*. Ce nouvel Occident comprend un noyau central constitué par l'Australie et la Nouvelle-Zélande et sur sa marge, la constellation «Pacifique Sud»: une forêt d'îles et d'archipels disséminés principalement sur les franges ouest et sud-ouest du grand océan. Là, se trouvent les ensembles géographiques importants qui forment ce qu'on appelle, depuis le XIX^e siècle, la Mélanésie¹.

L'Extrême-Orient se prolongeait dès lors par l'Extrême-Occident. Une frontière terrestre singulière fut établie dès 1828 pour les départir, au beau milieu de la Nouvelle-Guinée. Longue de quelque 700 km, elle démarquait à l'ouest un territoire occupé par les Hollandais dans le cadre de leur empire des Indes orientales, et à l'est un espace «vide» qui fera place plus tard à deux colonies contrôlées par l'Australie: la Papouasie d'une part, la Nouvelle-Guinée (d'abord colonie allemande) de l'autre. A la fin des années 50, l'administration des Pays-Bas envisageait la fusion de son fragment de colonie oubliée dans un grand État néo-guinéen qui aurait contrôlé l'ensemble de l'île et les archipels avoisinants. Mais l'histoire – Sukarno et surtout les États-Unis désireux de s'attirer ses bonnes grâces – en décidèrent autrement. En 1963, le territoire hollandais devint une province indonésienne pure et simple: la «province de l'est» ou *Irian Jaya*.

Ce fut peut-être un tournant décisif dans l'histoire de l'Océanie et comme la fin d'une longue hésitation. A partir de ce moment, les puissances occidentales commencèrent à se retirer du Pacifique insulaire, les Pays-Bas d'abord, puis très vite la Grande-Bretagne, tandis que les États-Unis n'y conservèrent plus que des intérêts surtout stratégiques. Seule la France a maintenu jusqu'à aujourd'hui ses territoires, les fameux «confettis d'empire»².

1. «La dernière île» (Bonnemaison, 1986), la toute dernière frontière de l'Occident, se trouve dans ces forêts et montagnes de Mélanésie. Les petites communautés tribales vivant sur cette frontière ont été rapidement conquises à l'aube du XX^e siècle, mais à peine intégrées aux empires européens. C'était sans doute trop tard dans l'histoire coloniale du monde moderne.

2. Selon l'expression de Jean-Claude Guillebaud (1976).

L'idée même d'un *Extrême-Occident* semble aujourd'hui devenue obsolète. Centré sur le Japon, troisième pôle de l'économie mondiale, l'Extrême-Orient marque son retour dans le Pacifique en entraînant dans sa foulée la plupart des nouveaux acteurs économiques de l'Est et du Sud-Est asiatique. La nouvelle géographie du XXI^e siècle est en train d'y prendre forme, tout comme se redessinent les rapports de forces qui vont sans doute recomposer le monde. Un « hémisphère » est-asiatique émerge brutalement, dans lequel la région *Australasie*¹, formée par les Philippines, l'Indonésie, la Papouasie - Nouvelle-Guinée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, représente l'un des pôles majeurs.

LES PARADOXES DE LA VISION DU PACIFIQUE ET DE SON FUTUR

Pour les uns, le Pacifique que nos atlas appellent l'« Océanie », c'est-à-dire l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les « îles », se trouve au centre du monde, pour les autres, il est l'envers du monde – les antipodes. Il s'étend sur un tiers de la surface de la biosphère (180 millions de kilomètres carrés), mais ne représente que 0,10 % de la population mondiale (25 millions d'habitants), il couvre 50 % de la superficie des océans du globe mais n'est représenté que par quelques poussières de terres émergées. Alors qu'est-ce que le Pacifique ? Un « continent maritime », espoir du XXI^e siècle (Papon, 1996) ou bien un vide sidéral ? Économiquement, nous sommes dans l'arrière-cour de l'Asie. Les dernières grandes civilisations à économie vivrière continuent à labourer à mains nues leurs « jardins magiques » à côté du vacarme assourdissant et de la pollution provoquée par les plus grandes mines à ciel ouvert du monde contemporain. L'exotisme fabuleux des hommes-oiseaux, des hommes de boue, des « hommes nommés Brume » (Breton et Motte, 1991) côtoient, comme en Nouvelle-Guinée, le désespoir moderne et les « rascals »² des grandes métropoles transformées en jungles barbares.

Dans cette mer majeure qui embrasse la moitié de la circonférence de la terre, se trouve paradoxalement une grande partie des micro-États du monde, mais certains d'entre eux figurent aussi parmi les grands États maritimes, du moins si l'on considère les dimensions de leur zone économique exclusive.

1. Comme l'a appelé Yves Lacoste (1989).

2. Les « rascals » sont un terme tiré du pidgin désignant les bandes urbaines de tueurs et de voleurs, souvent organisées sur des liens d'origine ; cf. Ron May dans ce numéro.

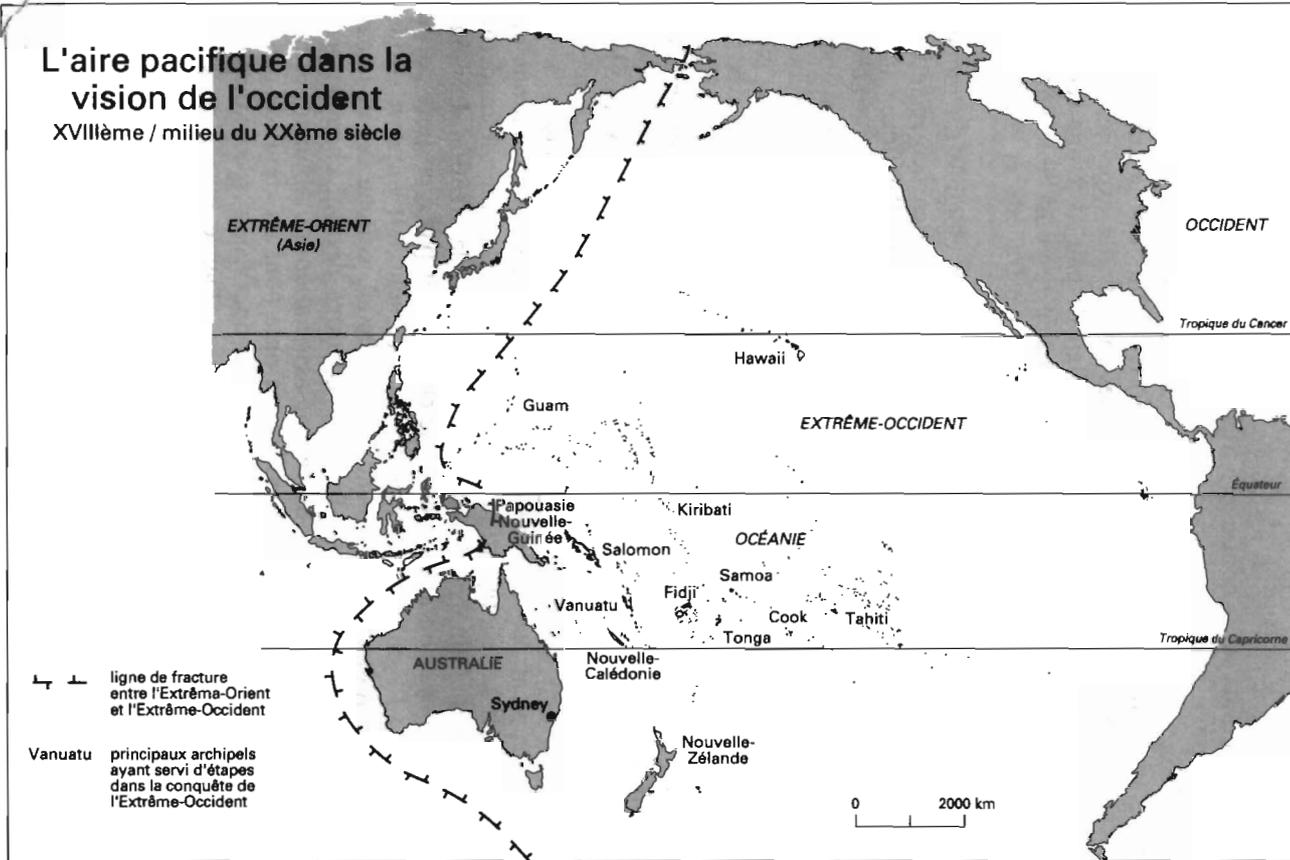
Ces contradictions puisent leur source dans la nature géographique de la région et dans la façon dont elle fut perçue par l'Occident et intégrée au système-Monde. Mais cette confusion va de pair avec une incertitude profonde. Deux études récentes, écrites par deux océanistes réputés de la très vénérable *Australian National University*, proposent un scénario du futur diamétralement opposé. Pour le géographe Gerard Ward (1989, 245), le destin du Pacifique au XXI^e sera celui du « vide sidéral », au moins dans sa partie est : « Peut-être dans un siècle, tous les descendants des insulaires de la Polynésie et de la Micronésie actuelles vivront-ils à Auckland, Sydney, San Francisco ou Salt Lake City. Ils se souviendront sans doute, à l'occasion, de leurs ancêtres qui vivaient autrefois dans de minuscules îles du Pacifique. Plus rarement, visiteront-ils ces lieux de villégiature, réservés à l'accueil des touristes adeptes de la plongée sous-marine ou des chercheurs et universitaires, réunis pour des séminaires... comme s'il s'agissait des seules activités permanentes possibles dans ces îles solitaires situées dans un océan devenu vide. » Pour l'économiste Rodney Cole et son équipe de chercheurs, c'est en revanche un scénario de type *apocalypse tomorrow* qui s'annonce. La croissance démographique explosive deviendra de plus en plus incontrôlée, la dépendance à l'égard de l'Aide internationale de plus en plus absolue et les populations « piégées » dans ces îles sans ressources seront de plus en plus nombreuses et pauvres (Cole, 1993)...

L'INTÉGRATION A L'OCCIDENT

L'imaginaire européen s'est élaboré lors des grands voyages d'exploration de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Cook et Bougainville sortaient d'un continent en effervescence, marqué par le siècle des lumières où l'on rêvait à la fois de justice, de révolution, de civilisation meilleure et de retour à « l'état naturel ». Les îles du Pacifique semblaient alors offrir un modèle à l'état pur. Les insulaires ne s'y promenaient-ils pas nus ? Ils étaient la plupart du temps généreux avec les visiteurs européens. La nature donnait l'impression d'être « clémente et ordonnée », comme l'écrivait déjà Quiros à son roi en 1606 (Bonnemaïson, 1986). Les habitants semblaient en bonne santé. Ils vivaient même dans ce qu'on appellera plus tard *l'abondance primitive* (Fisk, 1964). Bref, ceux qui étaient affublés du titre de « sauvages » dans le Nouveau Monde étaient, dans la grande mer océane, rehaussés au statut idéalisé de « naturels ». Les missionnaires étaient tellement nombreux qu'à l'âge

L'aire pacifique dans la vision de l'occident

XVIIIème / milieu du XXème siècle



d'or de la mission, à la fin du XIX^e siècle, on en comptait un pour 1 000 insulaires, alors qu'il n'y en avait, à la même époque, qu'un pour 50 000 habitants sur le continent africain (Philibert, 1980).

Mais pour l'Europe impériale ces îles et archipels représentaient des colonies lointaines et minuscules. Les puissances coloniales britanniques ou françaises limitèrent leurs efforts « à montrer le drapeau », à arrêter les guerres locales et protéger les intérêts des expatriés. L'Angleterre, pour laquelle cet éloignement allait de pair avec une certaine indifférence, transféra, le plus vite possible, la responsabilité administrative de plusieurs de ses territoires aux Australiens et aux Néo-Zélandais.

Mais l'irruption de l'Europe dans cette partie éloignée du monde scella son destin. Cette perspective conduisit l'historien néo-zélandais, Karl Howe, à résumer ainsi l'histoire coloniale du Pacifique : « Les habitants du Pacifique sont devenus des enjeux pour des stratégies plus globales, ils ne seront jamais plus isolés. Des dieux avaient incité des montagnes ardentes à s'élever du fond des mers et des pêcheurs mythiques héroïques avaient peut-être pêché leurs îles une à une¹, mais les marins espagnols, hollandais, britanniques et français, "avec de longues lignes de fer barbelé dessinées sur une carte" les avaient halées... » (Howe, 1984, 69)... Halées jusqu'en Europe ou vers les nations-filles de l'Europe – les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande –, mais avec leurs sociétés, leurs économies, voire leur manière d'exercer le pouvoir relativement intactes. Ce qui explique en partie qu'à l'époque de la vague des indépendances nationales, leurs habitants n'aient pas cherché à prendre place au sein des nations du Tiers Monde. Leur intégration tardive ou partielle au monde moderne les empêcha de figurer à Bandung au moment de la création du mouvement des pays non alignés et ils ne cherchèrent pas à en faire partie par la suite. Ils ont plutôt cherché – ou se sont fait imposer – une étroite intégration au sein du monde occidental, comme ce fut le cas des territoires américains ou français. D'autres îles ont cheminé vers un statut intermédiaire de souveraineté-association, notamment les îles néo-zélandaises. Les dernières, enfin, ont opté pour un statut de pleine indépendance, avec l'espoir de construire une vision spécifiquement insulaire de leur avenir, mais toujours en alliance étroite avec les nations occidentales.

1. Les îles du Pacifique furent selon les mythes halées du fond des mers, par un dieu « pêcheur d'îles », Mwatiktiki.

LA « VOIE (DU) PACIFIQUE »

Existe-t-il une voie spécifiquement « pacifique » ou « océanienne » de l'avenir ? Ce fut bien le discours, sinon la stratégie, que tint au tournant des années 70 et 80 une nouvelle classe politique et intellectuelle océanienne qui cherchait à harmoniser les légitimes aspirations de leurs peuples avec le mythe occidental d'un Pacifique toujours amical et peu turbulent. Ratu Mara, premier ministre de Fidji, évoquait alors avec de nombreux intellectuels de l'Université du Pacifique Sud à Suva, *the Pacific Way* ou la « voie (du) Pacifique » (Tupounia *et al.*, 1975). Bernard Narakobi (1980), juge et politicien néo-guinéen, plaidait en faveur d'une *Melanesian Way*, tandis que Jean-Marie Tjibaou, chef indépendantiste kanak, souhaitait la naissance d'un « Pacifique, ma nouvelle demeure » (Waddell *et al.*, 1993 ; Waddell, 1994 ; Tjibaou, 1996). Leur vision d'une solidarité océanienne à construire dans le cadre d'États-nations forts puisait ses sources dans la représentation qu'ils se faisaient de leur propre culture et dans la place qu'ils revendiquaient au sein de la grande famille des nations de tradition chrétienne. L'allégeance à la tradition – la « Coutume » – et la fidélité à l'héritage omniprésent des églises chrétiennes étaient considérées comme les éléments fondateurs du *Pacific Way*. Mais les multiples groupes culturels composant ces futures nations n'étaient que faiblement intégrés dans des États nationaux, par ailleurs fragiles, affaiblis par la petitesse de la population urbaine et la quasi-absence d'une classe moyenne. Leur poids infime dans un monde devenu subitement agrandi et totalement ouvert rendait ces États particulièrement vulnérables.

En choisissant la voie de la modernisation, du développement et du progrès, la nouvelle classe politique océanienne était consciente que leurs pays couraient des risques énormes de violence interethnique, d'effondrement de civilisations millénaires et d'éclatement géopolitique. Déjà, au moment de l'indépendance, la Papouasie - Nouvelle-Guinée dut instaurer une structure politique fédérale pour contrecarrer les velléités indépendantistes de l'île de Bougainville, le Vanuatu eut recours à l'armée néo-guinéenne pour réprimer des mouvements sécessionnistes dans deux de ses îles à majorité « francophone ». Dans le Pacifique oriental, Tuvalu (9 500 hab.) et Kiribati (78 300 hab.) se séparèrent et choisirent de créer deux nations politiquement distinctes. Ces événements ont laissé des traces durables dans les esprits.

L'ILLUSION DE L'AUTONOMIE

L'un des architectes du Pacifique indépendant fut le premier ministre de l'État fidjien. Chef traditionnel, éduqué dans les meilleures institutions britanniques et doué d'une remarquable intelligence politique, Sir Ratu Mara chercha à renforcer les liens unissant l'Australie et la Nouvelle-Zélande aux petits États insulaires nouvellement indépendants. L'aide apportée aux actions de développement économique, social, culturel et linguistique, la priorité accordée au sport, à l'éducation, à la formation, à la défense, la mise en place d'une politique relativement ouverte en matière migratoire répondaient aux aspirations globales des jeunes États. C'est ainsi qu'un Occident proche prit la place d'un Occident lointain, notamment de l'Europe, effaçant, presque en accéléré, sa présence politique et jusqu'à sa mémoire. Le processus d'intégration des États insulaires dans un système régional océanien dominé par l'Australie et la Nouvelle-Zélande fut amorcé dans les années 50 et 60, mais on ne comprit réellement la configuration et les conséquences de ce dessein qu'au début des années 80.

En agissant de la sorte l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont fait basculer très rapidement les économies nationales insulaires d'un rêve de développement autocentré, dont la « voie océanienne » était l'incarnation, à la dure réalité d'un chapelet d'économies structurellement dépendantes, qualifiées par certains auteurs de sociétés MIRAB : M comme *migration*, R comme *remittances* (envois de fonds par les émigrés), A comme *aid* (aide internationale) et B comme *bureaucracy* (voir l'article de Gilles Blanchet dans ce numéro).

Pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'aide ne pouvait s'effectuer qu'à l'intérieur du cadre politique nouveau des États indépendants, donnant ainsi l'image d'une région qui affirmait son identité et réalisait ses aspirations propres à l'autonomie. En d'autres termes, la « voie Pacifique » se construisait d'une façon originale dans le sillage ouvert par les « sentinelles de l'Occident ». Toutefois, cette politique revenait dans la pratique à « subventionner la tradition » (Poirine, 1994, 19) et accordait un appui inconditionnel à un groupe social particulier, l'aristocratie locale dans le cas de Fidji. Cette entente conjoncturelle eut pour conséquence directe de ralentir le développement d'institutions démocratiques modernes comme le multipartisme ou le syndicalisme, ce qui a nui, sans doute, à la naissance d'un véritable dialogue entre les populations insulaires et leurs élites sur les stratégies et les choix du futur, voire sur l'exercice du pouvoir tout court.

BARRAGE CONTRE L'ASIE

Si l'Occident, par l'Australie et la Nouvelle-Zélande interposées, a cherché à renforcer l'assise des États nationaux océaniques et le pouvoir de la classe politique traditionnellement dominante, c'est, sans doute, qu'il en avait besoin pour ériger le Pacifique insulaire en rempart face à l'Asie. En effet, pour barrer la menace communiste, il fallait renforcer les alliances entre les îles du pourtour sud-ouest du Pacifique, ce qui impliquait de minimiser les risques politiques d'une balkanisation excessive que la fragmentation culturelle régionale pouvait susciter à tout moment. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, stratégiquement liées aux États-Unis par le pacte de l'*ANZUS*¹, représentaient un chaînon central au sein des réseaux stratégiques qui défendaient le « monde libre ». Leur mission consistait à édifier un système de « défense avancée » par une politique de coopération militaire bien sûr, mais aussi et surtout par la mise en place d'une politique d'aide économique régionale orientée en priorité sur leur « nord rapproché ». L'Australie a investi massivement en Papouasie - Nouvelle-Guinée et, par extension, dans les autres pays indépendants de l'arc mélanésien. La Nouvelle-Zélande a fait de même en Polynésie centrale, aux îles Cook, aux Samoa occidentales, à Tonga, etc. Ces deux nations ont également exercé une forte influence politique, mais de façon indirecte, à travers le Forum et les autres organismes de coopération régionale. Il en est résulté l'établissement d'un solide réseau de relations bilatérales et tout un système politique.

La communauté de valeurs religieuses prédominantes, essentiellement protestantes, a également permis de consolider les liens culturels existant entre les nations du Pacifique et les puissances du pourtour australo-néozélandais. D'une part, il y avait les « îles-royaumes de Dieu » où les églises missionnaires avaient habilement subverti l'univers traditionnel et, de l'autre, les anciennes colonies de peuplement britannique, marquées elles aussi par une forte tradition de « radicalisme » protestant. Une même attitude ambivalente à l'égard des comportements autoritaires de la lointaine métropole britannique réunissait aussi ces nations. Cet héritage culturel commun a permis la naissance d'un sentiment de « communauté régionale » qui se manifeste également face au reste du monde, notamment envers une Asie qui s'exprime à travers d'autres traditions religieuses – islam, hindouisme, bouddhisme...

Fondé sur une opposition farouche à l'équipement nucléaire civil ou militaire, qu'il s'agisse d'essais, de centrales atomiques, de transport ou

1. Australie, Nouvelle-Zélande, USA.

d'entreposage de déchets, le fort courant pacifiste actuel découle de la même sensibilité. Le Pacifique Sud, qui se proclama zone dénucléarisée, (bien qu'à l'ombre du parapluie nucléaire américain), renforça ainsi sa vocation de barrage contre une Asie partiellement communiste. Mais en même temps, il s'est créé paradoxalement une certaine solidarité autour de la question nucléaire entre une partie de l'Asie et le Pacifique, le Japon ne pouvant jamais oublier les bombes atomiques larguées par l'Amérique sur Hiroshima et Nagasaki à la fin de la deuxième guerre mondiale ni les États du Pacifique les expériences-cobayes à ciel ouvert qui eurent lieu en Australie et dans les atolls de Micronésie au début de la guerre froide.

Au-delà du rejet du nucléaire, la « voie océanienne » a toutefois moins représenté l'émergence d'une identité « Pacifique » que la confirmation de son arrimage à l'Occident et par là, indirectement, aux États-Unis. Cette politique et le discours l'accompagnant ont permis à la classe politique océanienne de renforcer sa mainmise sur les appareils des nouveaux États et son pouvoir traditionnel sur les sociétés locales. Cette collusion d'intérêts a maintenu, dans le monde agité de l'après-guerre, la fiction d'un Pacifique « heureux », indépendant, amical et irrévérablement soudé à l'Euro-Amérique. En d'autres termes le mythe du lac occidental a trouvé, grâce au *Pacific Way*, une nouvelle jeunesse.

LA FIN D'UN MYTHE ?

Au début des années 70, l'Extrême-Orient a commencé à se rapprocher de l'Extrême-Occident. Il ne fit d'ailleurs que retrouver une vieille route, puisque les premiers habitants du Pacifique, les langues océaniques, les plantes cultivées, les tubercules nourriciers, les animaux domestiques sont venus, à l'aube des temps, de la mère-Asie. Plus tard, les régimes coloniaux ont presque tous eu recours à une main-d'œuvre d'origine asiatique pour faire fructifier leurs plantations, ce qui explique l'importance des communautés de souche chinoise, japonaise, vietnamienne, ou indienne dans les îles du Pacifique, communautés qui n'ont jamais complètement rompu leurs liens avec les pays mères. Il était donc normal que les organismes internationaux d'après-guerre aient placé les îles du Pacifique dans une même entité régionale baptisée *Asie-Pacifique*, gérée à partir de Bangkok ou de Manille, mais aussi, plus tard, que les entreprises en pleine croissance exponentielle du troisième pôle de l'économie mondiale se soient tournées vers le Pacifique pour y trouver l'espace et les ressources nécessaires à leur expansion.

L'Extrême-Orient a commencé à conquérir le Pacifique par l'entremise du secteur privé avec des moyens matériels puissants, la connivence d'une grande partie de la classe politique des États insulaires océaniques et, tout dernièrement, avec les encouragements des grands bailleurs de fonds de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. L'Australie, seule parmi les grandes puissances occidentales, a cherché à gérer tant bien que mal cette transition géopolitique fondamentale.

Mais qui dit nouvelle carte du monde dit nouvel imaginaire. En s'éloignant de l'Occident, le Pacifique a cessé d'être son « paradis terrestre ». L'Asie a d'autres besoins – bien plus matériels – et n'a jamais partagé le mythe du Pacifique « heureux ». L'ancien ministre australien, responsable des Affaires du Pacifique insulaire, Gordon Bilney, a lui-même affirmé au cours de la 25^e réunion du Forum tenue à Brisbane en 1994, que « le Pacifique était en train de devenir quelque chose qui est tout à fait le contraire du paradis... ».

LA CONQUÊTE INSTITUTIONNELLE ET ÉCONOMIQUE

Les dirigeants japonais affirmaient déjà, au début du siècle, leur volonté d'hégémonie sur l'ensemble de l'hémisphère est-asiatique, en s'inspirant de la politique nord-américaine proclamée à l'égard de l'Amérique latine. Cette *Doctrine Monroe* réadaptée se traduisit dans le Pacifique par ce qu'on appela la « sphère de coprosperité est-asiatique » et incidemment par l'appropriation progressive par le Japon de nombreuses îles du Pacifique micronésien. La deuxième guerre mondiale marqua dans le Pacifique l'apogée puis le glas de cette expansion tandis que la démilitarisation consécutive du Japon eut pour conséquence immédiate d'« insulariser » cette nation pendant une vingtaine d'années, ce qui fit oublier, sans doute un peu trop vite, l'ampleur passée de ses intérêts à l'égard du grand océan. La croissance accélérée de l'économie japonaise dans la foulée de la guerre froide et la montée de ses énormes besoins en matières premières et produits alimentaires incitèrent le Japon à affirmer dans le Pacifique une présence politique et une stratégie gouvernementale d'aide au développement de plus en plus actives. Le Japon est de la sorte devenu l'un des premiers acteurs du théâtre océanique. Mais il n'est plus le seul. Depuis au moins une décennie, la Chine est également devenue très présente dans le domaine de l'aide au développement. L'un de ses premiers gestes fut d'ailleurs d'offrir « clé en main » un nouveau parlement à la jeune République du Vanuatu. La

Corée du Sud a suivi, notamment en envoyant des coopérants dans divers pays insulaires. Taiwan pratique une politique agressive d'aide pour compenser son absence sur la scène diplomatique. L'Indonésie est physiquement présente dans le Pacifique depuis sa prise de possession de la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée. La Malaisie entretient, depuis son indépendance, des liens « affectifs » avec Fidji, en souvenir du rôle joué par les troupes fidjiennes dans la répression de l'insurrection communiste des années 50. Cette communauté d'intérêt et de mémoire est renforcée par les parallèles existant dans la composition ethnique des deux pays où une population de « souche » (malaise dans un cas et fidjienne dans l'autre) s'est appropriée le monopole du pouvoir politique afin de mieux contrôler une population « immigrante » (d'origine chinoise en Malaisie, indienne aux Fidji) qui, elle, domine l'économie.

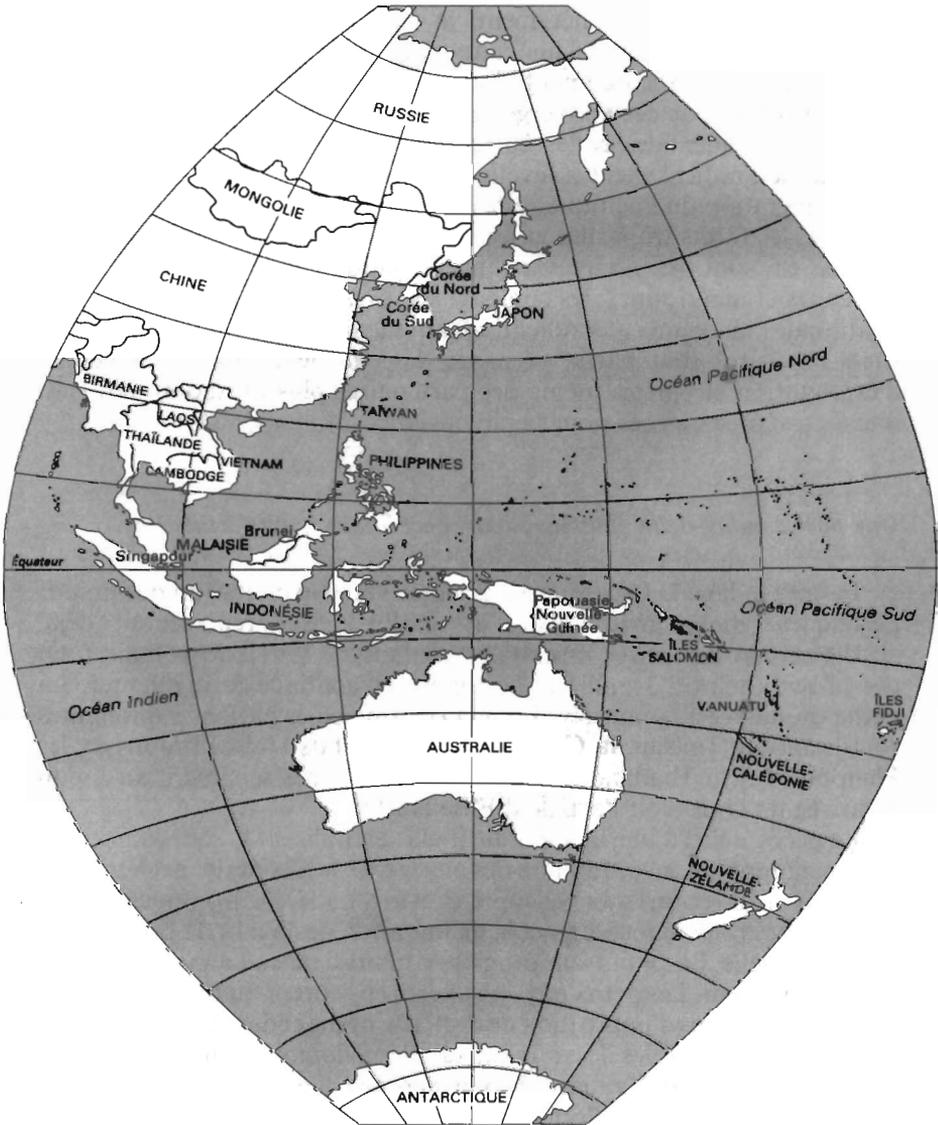
Les pays asiatiques cherchent très logiquement à se rapprocher des deux principaux organismes régionaux insulaires, la *Commission du Pacifique Sud* et le *Forum*. Ainsi, le Japon fait-il des avances pour devenir membre de la CPS, tandis que le Japon encore, la Corée du Sud, la Chine et, dernièrement, la Malaisie ont obtenu, au même titre que les États-Unis, le Canada, l'Union européenne, la Grande-Bretagne et la France¹, le statut de *Post-Forum Dialogue Partners*. Par ailleurs, Taiwan jouit d'un statut particulier qui lui permet de rencontrer les pays membres du Forum... mais après le dialogue post-Forum.

Ce rapprochement entre pays asiatiques et pays océaniques ne s'explique pas tant par le désir des premiers de rejoindre la communauté du Pacifique mais, de façon plus réaliste, par leur volonté d'y étendre leur aire d'influence. Cette volonté est clairement illustrée par la politique officielle indonésienne, qui affirme que l'Irian Jaya est une région de l'Indonésie, donc de l'Asie, et non d'une quelconque « région Pacifique ». Ce que confirme d'ailleurs l'ambiance de sa capitale provinciale, Jayapura, *an Asian rather than a Melanesian-Pacific town* (Douglas, 1989, 273). Jayapura est pourtant située à quelques dizaines de kilomètres seulement de la frontière avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cette dernière nation semble d'ailleurs avoir tiré ses propres conclusions de la situation géopolitique, puisqu'elle cherche dorénavant à jouer la carte d'une double appartenance, d'une part au Sud-Est asiatique par le biais de l'ASEAN et, de l'autre, au Pacifique par le biais du *Forum*.

Mais en se rapprochant des pays asiatiques, le Pacifique est appelé, volontairement ou involontairement, à assumer un autre imaginaire. La vision idyllique créée par l'Occident s'efface devant un grand projet

1. Réintégrée le 4 septembre 1996 après son exclusion à la suite de la reprise des essais nucléaires.

Hémisphère est-asiatique



régional de bonheur matériel, dont le modèle vient d'Asie et au sein duquel les îles et leurs étendues maritimes sont appelées à fournir de l'espace et des ressources à des populations, entreprises et économies orientales en pleine expansion. En d'autres termes, le Pacifique dans son ensemble et, plus particulièrement, la Mélanésie sont en train d'être intégrés économiquement dans l'aire stratégique fondamentale du pôle est-asiatique. Ce raccordement s'opère essentiellement par le biais du secteur privé et par des convergences d'intérêts entre les sociétés multinationales occidentales et les entreprises asiatiques. Il en découle des règles du jeu radicalement nouvelles, du moins pour la région...

L'intégration du Pacifique se réalise autour de trois axes principaux : la pêche, les forêts tropicales et les ressources minérales. Les principaux acteurs en sont les sociétés de pêche japonaises, taiwanaises, sud-coréennes et américaines, les compagnies forestières malaises et les multinationales minières australiennes, américaines et canadiennes. Les États insulaires sont partie prenante dans la négociation des permis d'exploitation et parfois même des partenaires plus ou moins actifs au sein d'entreprises créées pour la circonstance.

Une pêche industrielle coûteuse, inaccessible aux petits États

La pêche dans le Pacifique est orientée vers l'exploitation des grands pélagiques (thons, maquereaux et marlins). Elle représentait déjà, en 1986, 68 % des prises mondiales (Cillauren, 1991); le volume total des prises atteint 2,3 millions de tonnes et continue à augmenter. La pêche thonière est la plus répandue. Les principales nations exploitantes sont le Japon, Taiwan, la Corée du Sud, les États-Unis, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande, les principaux marchés se situent au Japon et aux États-Unis (voir l'article d'Élise Huffer).

La pêche a lieu d'une façon industrielle, en utilisant la canne, la senne, ou la palangre (ou encore à la fin des années 80, le filet dérivant). On n'hésite pas à avoir recours aux hélicoptères et aux outils électroniques les plus sophistiqués pour le repérage et la délimitation des bancs de poissons. À l'heure actuelle, l'exploitation progresse du nord au sud à mesure que les stocks s'épuisent. Les petits pays insulaires en retirent au mieux quelques revenus par le biais d'imposition de droits de pêche et des quelques conserveries installées dans les îles, à Fidji, aux Iles Salomon et aux Samoa américaines, autrefois au Vanuatu. Le patrimoine halieutique océanien est en outre dilapidé par ce que l'on appelle le *by-catch*, c'est-à-dire les poissons rejetés à l'eau parce que considérés comme sans valeur marchande; ils représenteraient plus de 50 % des prises...

Cette nouvelle frontière économique, surgie de l'hémisphère est-asiatique, traverse de nos jours l'océan Pacifique sous le regard impuissant des petits pêcheurs côtiers et des États insulaires. Seule, l'agence des pêches du Forum du Pacifique cherche à intervenir dans le processus et à modifier les règles du jeu dans l'intérêt des insulaires... elle a réussi notamment à faire officiellement interdire, à l'échelle mondiale, l'usage des filets dérivants, ce qui n'est pas rien.

La coupe à blanc par les géants asiatiques

Les forêts tropicales de Mélanésie, les deuxièmes en importance après celles de l'Amazonie, sont également sous l'emprise directe des pays asiatiques. La Malaisie, le plus grand exportateur de bois tropicaux – 50 % des parts du marché mondial en 1990 – occupe le devant de la scène avec la Corée du Sud et le Japon, autres grands acteurs dans le domaine du bois tropical. La Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Vanuatu sont devenus quant à eux, au cours des années 80, de simples « cours à bois ». Le marché est largement contrôlé par les géants industriels asiatiques, comme les « conglomérats » Mitsubishi (Japon) ou Hyundai (Corée du Sud).

Les exploitants adoptent « la coupe à blanc », au moyen de méthodes industrielles (bulldozers et scies mécaniques) qui fonctionnent souvent sans interruption, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Le bois est exporté à l'état brut, de préférence directement à partir du port le plus proche des concessions. En retour les populations locales reçoivent environ 1 US\$ par mètre cube de bois – pour une exploitation réalisée le plus souvent à leur insu. Les gouvernements n'exercent en fait qu'un contrôle très limité sur une industrie qui risque, au rythme actuel, d'épuiser les ressources forestières dans moins d'une génération, voire une décennie. Les bénéfices à court terme pour les pays insulaires sont minimes ; on parle de 2 à 3 % de la valeur de la production totale.

L'exploitation opère généralement dans le cadre d'associations réunissant des entreprises étrangères et des citoyens locaux, ce qui permet aux premières d'augmenter leur influence sur la classe politique des pays concernés. La Rimbunan Hijau, entreprise forestière malaise, possède par exemple *The National*, l'un des deux quotidiens de Port Moresby exerçant une influence importante sur l'opinion publique...

Les enclaves minières

Les premiers navigateurs portugais et espagnols, qui voyaient ces îles riches en mines de toutes sortes, ne s'étaient pas trompés en les nommant « Nouvelle-Guinée » ou « îles du roi Salomon ». Le sous-sol des grandes îles mélanésiennes regorge de minéraux, cuivre, or, argent, nickel ; on y trouve même du pétrole. La découverte et l'exploitation du nickel en Nouvelle-Calédonie remontent à la fin du XIX^e siècle, mais l'essor minier actuel qui se développe en Nouvelle-Guinée et dans les îles avoisinantes a commencé dans les années 60. Les noms des principales mines sont déjà inscrits, avec des échos divers, dans l'histoire du Pacifique moderne : Bougainville, Porgera, Panguna, Ok Tedi, Freeport (Timaka), etc.

Contrairement à l'industrie forestière et à la pêche, les exploitations minières sont le fait de multinationales occidentales, dont les sièges sociaux se trouvent principalement en Australie, aux États-Unis ou au Canada et dont la mission principale consiste à fournir des matières premières à la grande industrie japonaise. Ainsi en est-il pour BHP, Placer, Freeport-McMoRan, etc. La mine de Freeport en exploitation depuis une trentaine d'années à Grasber, dans l'intérieur de l'Irian Jaya, est devenue la plus grosse mine d'or et la troisième mine de cuivre à ciel ouvert dans le monde. L'entreprise exploite une concession de 26 000 km² et emploie 17 000 personnes. Elle assure le plus gros revenu minier de l'Indonésie et 50 % du PIB de l'Irian Jaya. Ces exploitations qui fonctionnent 24 heures sur 24, avec une technologie des plus sophistiquées, ont recours à une stratégie « spatiale » d'enclaves. Ainsi, la base opérationnelle de la mine est-elle située à Cairns en Australie tandis que les liaisons avec Freeport s'effectuent directement par voie aérienne. La compagnie possède son propre port privé sur la côte de l'Irian Jaya. Sur place, elle ne rencontre que peu d'obstacles puisque les droits fonciers traditionnels de la population locale ne sont pas reconnus par la législation indonésienne et que, par ailleurs, peu de Mélanésiens travaillent à la mine. Plusieurs milliers d'entre eux ont même été déplacés pour ne pas « gêner » l'exploitation...

Le même modèle se retrouve, bien qu'à une échelle moindre, en Papouasie - Nouvelle-Guinée où les exploitations ont lieu également à ciel ouvert, tournent 24 heures sur 24, produisent d'énormes quantités de déchets toxiques, éliminent la couverture du sol et polluent les cours d'eau. Leurs coûts d'exploitation étant très bas, elles fournissent d'énormes bénéfices à leurs actionnaires, mais peu de retombées aux populations locales. Surtout, en détruisant l'environnement naturel,

elles hypothèquent l'avenir à moyen, sinon à long terme, de celles-ci. Ainsi, l'économiste Roman Grynberg, ex-conseiller du gouvernement néo-guinéen dans le dossier de la mine de Bougainville, a-t-il écrit que le développement minier avait « condamné les insulaires à perpétuité » (Grynberg et Nouairi, 1991).

ATTEINTES A LA TERRE, A L'ENVIRONNEMENT ET CONFLITS SOCIAUX

Il en découle une contradiction grave entre les intérêts des gouvernements et ceux des populations locales. Les jeunes États du Pacifique occidental, qui se voient dans l'obligation d'améliorer leurs infrastructures et de promouvoir des actions de développement, ont besoin des entreprises étrangères pour financer leurs économies. Or, les technologies nouvelles permettent une exploitation massive des ressources naturelles à de faibles coûts de production, sans qu'il y ait transformation sur place. Les coûts à moyen ou à long terme subis par l'environnement sont, en revanche, majeurs. Dans des pays où bien souvent la présence de l'État dans les régions éloignées tend à s'estomper, les tensions deviennent parfois très vives. Un chef Amungme, de Timaka, a exprimé son désespoir à Noël 1994, à un représentant de Freeport-McMoRan : « Prends ce couteau et tue-moi parce que je ne peux plus supporter de voir ce qui se passe. Tranche le côté gauche de mon corps et enterre chaque morceau à partir d'ici (Timaka) jusqu'en haut du Grasberg (la montagne que la multinationale Freeport est en train de mettre à nu). Sur le chemin de retour, rassemble tout le peuple Amungme, nos cochons et tout ce qui nous appartient. Ensuite, creuse un énorme trou et enterre nous avec tous nos biens. Couvre-le et ensuite fais ce que tu veux » (Press, 1995, 125).

Ce sentiment d'impuissance et de colère profonde engendre deux types d'action : violence locale d'abord, recours à l'action juridique ensuite. La violence locale exerce une pression sur les conditions d'exploitation, peut entraîner la fermeture de la mine et devant l'opposition manifestée par l'État, peut devenir rébellion. C'est ce qui s'est passé à Bougainville où le conflit minier a conduit à une impasse politique complète ; la mine est fermée depuis huit ans et l'île en état d'insurrection permanente. En Irian Jaya, les émeutes qui ont eu lieu à Timaka en mars 1996 ont provoqué la fermeture temporaire de la mine¹.

1. Au début de la même année, des membres de l'organisation indépendantiste (OPM) originaires de la région de la mine de Freeport, ont pris en otage une équipe de 24 chercheurs européens et indonésiens travaillant dans la région pour le compte de World Wildlife Fund. Une deuxième prise d'otages de 13 employés d'une compagnie forestière a eu lieu dans la même région et pour les mêmes motifs en juin 1996. Les tensions ethniques, sociales et politiques sont également fortes sur d'autres sites miniers de la Papouasie - Nouvelle-Guinée.

Devant l'alliance objective manifestée entre les intérêts des États nationaux et ceux des multinationales qui demandent souvent la présence de l'armée pour protéger les installations minières, certaines populations locales ont intenté des recours juridiques, comme c'est le cas pour les mines d'Ok Tedi et de Timaka. En juin 1996, un accord a été signé, dans le cas d'Ok Tedi, entre la compagnie BHP et 30 000 propriétaires de terres néo-guinéens ; il prévoit une compensation globale de l'ordre de 357 millions (US\$) pour dommages à l'environnement et un engagement à réduire les impacts écologiques de l'essor minier.

Cette nouvelle situation a complètement transformé les règles du jeu politique dans le Pacifique insulaire. Les blessures causées à l'environnement et les conflits sociaux ou politiques sont de plus en plus graves, mais les organismes financiers internationaux encouragent la poursuite des politiques actuelles. Leurs plaidoyers en faveur de l'ajustement structurel et, par là, de la privatisation facilitent la pénétration des entreprises étrangères. La principale entrave qui puisse ralentir ce processus de dépossession des populations insulaires reste la nature du régime foncier, puisque 97 % des terres de la Papouasie - Nouvelle-Guinée appartiennent toujours aux groupes coutumiers et à ce titre sont, en principe, inaliénables. Or, les représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont proposé, en 1995, que l'ensemble des terres du pays soient enregistrées... ce qui constituerait un premier pas vers une privatisation généralisée de la terre mélanésienne.

L'ÉCLATEMENT DU PACIFIQUE INSULAIRE

Limitée dans les années 50 à la pêche, la présence de l'Asie s'est intensifiée dans les années 70 avec la décision japonaise de concentrer dans la région Pacifique ses recherches de nouvelles sources de matières premières. Cet intérêt s'est ensuite étendu à des domaines beaucoup plus diversifiés : perliculture, marchés pour produits finis, commerce en gros et de détail, tourisme, hôtellerie, terrains de golf, etc. En même temps, le nombre des pays asiatiques présents dans le Pacifique est devenu plus important avec, notamment, la présence croissante de la Malaisie qui talonne de peu le Japon par l'ampleur et la diversité de ses intérêts. Cette présence est surtout importante en Mélanésie occidentale (Papouasie - Nouvelle-Guinée et îles Salomon) où le lobby minier exerce une forte influence sur les politiques gouvernementales. Le Vanuatu fonctionne « en équilibre », naviguant entre une Mélanésie de plus en plus arrimée à l'Asie et une Nouvelle-Calédonie étroitement liée à la

France et, par là, à l'Occident. Fidji, plaque tournante du Pacifique contemporain, constitue le nœud régional essentiel avec un vrai marché intérieur et une économie diversifiée qui joue un rôle d'entraînement important pour les autres nations insulaires.

Si la Polynésie occidentale regarde vers la Nouvelle-Zélande et, par extension, vers l'Australie, la Polynésie orientale vers la France et les États-Unis (Californie et... l'État de l'Utah)¹, on observe une recomposition des relations géopolitiques avec l'émergence croissante d'Hawaï, comme nouveau pôle régional du Pacifique oriental (voir l'article de R. Herman dans ce numéro).

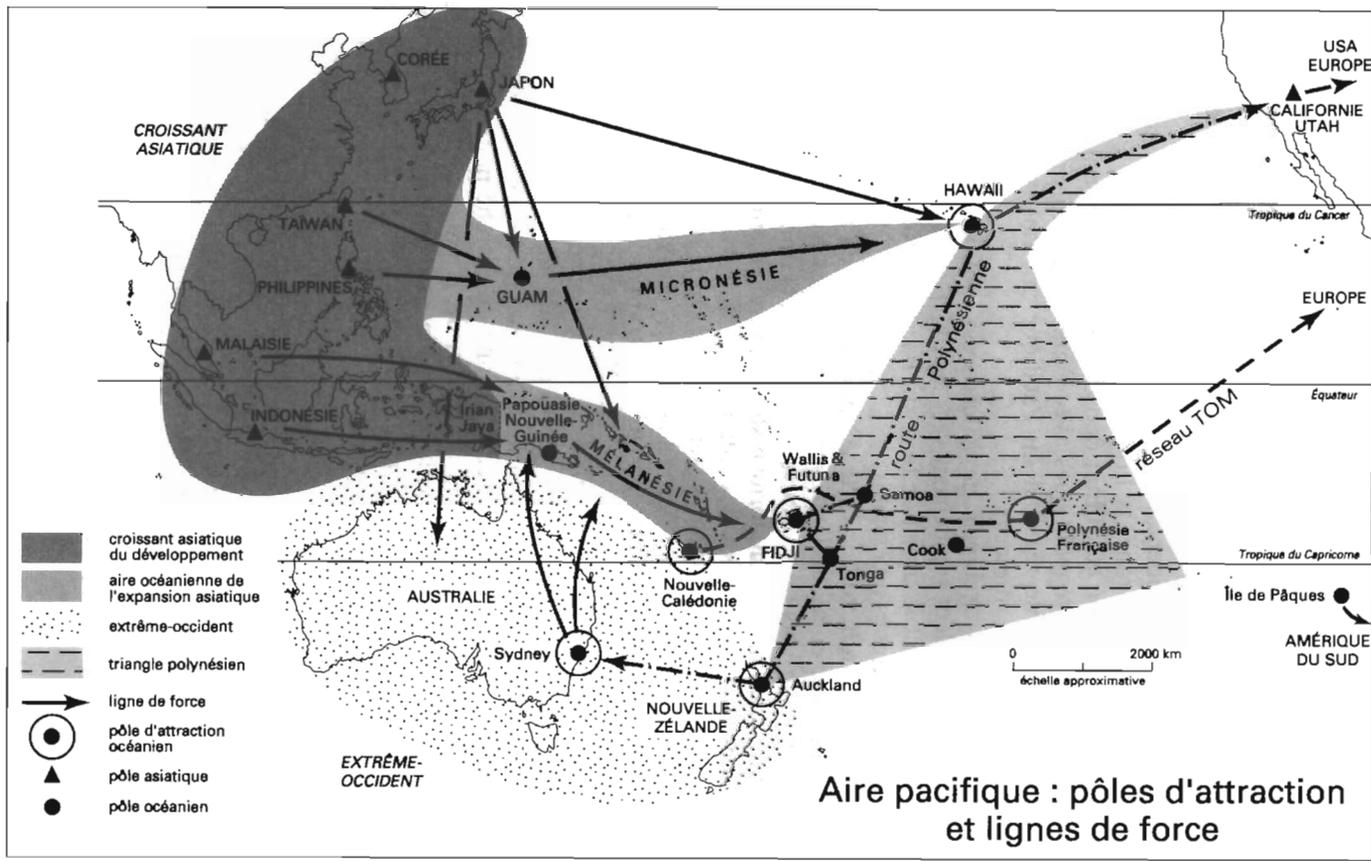
Les îles et les archipels de Micronésie, politiquement affranchis depuis peu, basculent rapidement vers les Philippines et le Japon qui, de leur côté, caressent le projet de faire du Pacifique Nord-Ouest un tremplin vers les marchés américains.

Si, comme on le voit, la carte géopolitique est en mutation rapide, la « carte » sociale et culturelle hésite également. Les élites politiques insulaires regardent vers où se trouvent leurs intérêts objectifs, mais les peuples océaniens dans leur majorité restent culturellement attachés à l'Occident. Les premiers tissent des alliances d'affaires avec les entreprises est-asiatiques, les seconds choisissent (s'ils en ont la possibilité) d'émigrer en Nouvelle-Calédonie, en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada, ou aux États-Unis. Un clivage majeur est en train de se dessiner au sein des sociétés insulaires entre les peuples et les élites sociopolitiques.

Quel rôle l'Australie joue-t-elle dans ce concert à plusieurs voix ? Depuis plusieurs décennies, l'île-continent sert de source de matières premières et de produits alimentaires aux pays asiatiques – surtout le Japon et la Corée. Elle est devenue ensuite un marché pour leurs produits industriels. Elle est aujourd'hui l'un des espaces préférentiels de destination de leurs flux touristiques et d'investissement de leurs capitaux. L'Australie s'est ainsi rapprochée, dans les faits, de l'hémisphère est-asiatique, mais elle a cherché à préserver ses propres intérêts géopolitiques, économiques et culturels. Elle a gardé notamment, pendant les deux décennies qui ont suivi les indépendances nationales, son rôle de puissance régionale dominante en Mélanésie. Mais cette région, déstabilisée dans les années 80 par le conflit de Bougainville et les deux coups d'État militaires fidjiens, semble en train de lui échapper. L'Australie risque d'y perdre non seulement ses marchés mais aussi son « système de défense avancé » (Bonnemaison, 1988, 352-361).

Un nouveau discours australien en découle : le Pacifique n'est plus vraiment « le paradis » : ses problèmes économiques, sociaux et démogra-

1. Centre politique et religieux des Mormons qui ont réalisé de nombreuses conversions en Polynésie.



Aire pacifique : pôles d'attraction et lignes de force

phiques deviennent alarmants. Le développement « sauvage » doit s'arrêter. Il faut opter pour des modèles plus « doux », pour un développement durable, des institutions démocratiques, garder ses fidélités historiques... Bref se maintenir dans la « voie océanienne » au sein d'une alliance dont l'Australie est régionalement le garant et le protecteur (Fry, 1995-1996).

Ce n'est donc pas entièrement le fruit du hasard si, contrairement aux usages, l'Australie a imposé l'un des siens comme secrétaire général de la *Commission du Pacifique Sud*, et si elle s'est comportée en « prophète de malheur » lors des dernières réunions du *Forum*... Pour les mêmes raisons, sa position sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui beaucoup plus nuancée qu'elle ne le fut ces dernières années.

Dans une aire Pacifique en pleine mutation, l'Australie joue son destin. Il n'y a plus d'Extrême-Orient, ni du reste d'Extrême-Occident, mais une nouvelle région en train de naître, dominée par un hémisphère est-asiatique, qui s'affirme comme l'un des nouveaux pôles de l'économie-monde. L'Australie s'y insère géographiquement et de façon croissante économiquement, mais elle reste culturellement et historiquement un pur produit de l'Occident. Cette contradiction explique sa double appartenance et son désir d'intégrer *autrement* l'hémisphère est-asiatique. Cette volonté a particulièrement dominé la politique extérieure du gouvernement dirigé par John Keating (Russell, 1994, et Evans, 1995). Il semble que le gouvernement actuel soit aujourd'hui plus soucieux de réaffirmer la continuité de ses liens avec l'Occident. Quant au Pacifique insulaire, dont l'unité régionale a éclaté, il entre dans l'œil du cyclone.

BIBLIOGRAPHIE

- Antheaume B. et Bonnemaison J. (1996), *Une aire Pacifique ?*, Paris, La Documentation française.
- Bonnemaison J. (1986), *La dernière île*, Paris, Arléa-Orstom.
- Bonnemaison J. (1988), Le Nord ou la frontière dangereuse, *Australie 88, Bicentenaire ou naissance ?*, Paris, Éditions France-Empire, 349-361.
- Breton S. et J.-L. Motte (1991), *Des hommes nommés Brume*, Paris, Arthaud.
- Cillauren E. (1991), La pêche thonière dans le Pacifique : évolution et perspectives, *La Revue maritime*, 421, 39-62.
- Cole R. V. (sous la direction de) (1993), *Pacific 2010 : Challenging the Future*, Pacific Policy Paper 9, Canberra, Australie, National Centre for Development Studies, Australian National University.
- Douglas N. et N. (1989), *Pacific Islands Yearbook*, Australie, Sydney, Angus et Robertson, Nationwide News.
- Evans G. (1995), Asia Pacific region going from strength to strength, *Insight*,

- Department of Foreign Affairs and Trade, Government of Australia, août 1995, 3-5.
- Fisk F. (1964), Planning in a primitive economy ; from pure subsistence to the production of a market surplus, *Economic Record*, Canberra, 40, 156-174.
- Fry Greg (1996), *Framing the Islands : Knowledge and Power in Changing Australian Images of « the South Pacific »*, Department of International Relations, Research School of Pacific and Asian Studies, ANU (Canberra).
- Grynberg R. et Nouairi, J. (1991), The economies of environmental management : A case study of Bougainville Copper Ltd. Regional cooperation on environmental protection of the marine and coastal areas of the Pacific Basin, *UNEP Regional Seas Reports and Studies*, n° 134, Nairobi.
- Howe K. R. (1984), *Where the waves fall : A new south seas islands history from first settlement to colonial rule*, Pacific islands monograph series n° 2, Honolulu, University of Hawaiï.
- Lacoste Y. (1989), Editorial : Australasie, *Herodote*, Paris, La Découverte, 3-14.
- Mara, Ratu K. (1991), The forum man, propos recueillis par R. Keith-Reid, *Islands Business Pacific*, septembre 1991, 25-27, Suva.
- Narakobi B. (1980), *The Melanesian Way*, Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, Suva, Fidji, et Institute of Papua New Guinea Studies, Boroko, PNG.
- Papon P. (1996), *Le sixième continent, géopolitique des océans*, Paris, Odile Jacob, 334 p.
- Philibert J.-M. (1982), Vers une symbolique de la modernisation au Vanuatu, *Anthropologie et sociétés*, 6, 1, p. 69-98, Université Laval, Québec.
- Poirine B. (1994), Développement économique et tradition socioculturelle dans le Pacifique insulaire, *Journal de la Société des Océanistes*, 98, 9-20, Paris.
- Press E. (1995), Freeport : Corporate predator, *The Nation*, 31 juillet - 7 août, 125.
- Russell D. (1994), Different, but part of the Asia-Pacific, *Insight*, Department of Foreign Affairs and Trade, Government of Australia, 14 mars, 7-8.
- Tjibaou J.-M. (1996), *La présence Kanak*, Paris, Odile Jacob.
- Tupounia S., Crocombe R. et Slatter (sous la direction de) (1975), *The Pacific Way : Social issues in national development*, Fidji, South Pacific Social Sciences Association Suva.
- Waddell E. (1969), *The Mound Builders. Agricultural practices, environment, and society in the central Highlands of New Guinea*, Seattle and London, University of Washington Press.
- Waddell E. et al. (1994), Jean-Marie Tjibaou, Kanak witness to the world, *The margin fades. Geographical itineraries in a world of islands*, Institute of Pacific Studies, Suva.
- Ward R. G. (1989), Earth's empty quarter ? the Pacific islands in a Pacific century, *The Geographical Journal*, 155, 2, 235-246, Londres.